

Ville de Montréal

Système de gestion des décisions des instances

**Intervention - Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles/Montréal-Est ,  
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises**

Numéro de dossier : 1040553028

**Unité administrative  
responsable****Objet**

Autoriser le lancement d'un appel public de propositions pour la vente d'un terrain situé au sud du boulevard Maurice-Duplessis, de part et d'autre du boulevard Marc-Aurèle-Fortin, entre le prolongement des avenues Gilbert-Barbier et Fernand-Gauthier et approuver le cahier d'appel public de propositions et la mise à prix établie à 1 000 000 \$ - N/Réf. : 14-39-5

**Sens de l'intervention**

Avis favorable

♦ **Commentaires**

Numéro de certificat (ou note)

**Responsable de l'intervention**Marie-France FRIGON  
Directrice

Tél. : [REDACTED]

Date: 2005-05-12

**Endossé par:**Pierre SANTAMARIA  
Directeur d'arrondissement  
Arrondissement RDP-P.A.T.-M.E.

Tél. [REDACTED]

Date d'endossement: 2005-05-12

Numéro de dossier : 1040553028



**TERRAIN VAGUE VENDU PAR APPEL PUBLIC DE  
PROPOSITIONS**

N° 1040553028

**Vente d'un terrain vague pour la  
réalisation d'un projet immobilier  
résidentiel**

**sis au sud du boulevard Maurice-  
Duplessis,  
de part et d'autre  
du boulevard Marc-Aurèle-Fortin ,  
dans l'arrondissement de Rivière-des-  
Prairies—Pointe-aux-Trembles—  
Montréal-Est**

**Montréal** 

**Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine  
Direction du développement des affaires  
Division de la gestion du portefeuille et du courtage immobiliers**







## **TABLE DES MATIÈRES**

1.	DESCRIPTION DU PROJET .....	1
1.1	OBJET DE L'APPEL PUBLIC DE PROPOSITIONS .....	1
1.2	ORIENTATIONS GÉNÉRALES .....	1
1.3	LISTE DES DOCUMENTS FOURNIS .....	3
1.4	LISTE DES PLANS FOURNIS .....	3
1.5	INFORMATION COMPLÉMENTAIRE .....	3
1.6	PROPOSITIONS .....	4
1.7	CALENDRIER .....	4
1.8	BUREAU DES VENTES .....	4
2.	AVIS AUX PROPOSANTS .....	5
2.1	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX .....	5
2.2	CONDITIONS RELATIVES À LA PRÉSENTATION DE LA PROPOSITION.....	7
2.3	ACCEPTATION .....	11
2.4	ANALYSE DES PROPOSITIONS .....	11
2.5	MODÈLE DE RÉOLUTION .....	16
2.6	MODÈLE D'ATTESTATION DE VALIDITÉ D'UNE RÉOLUTION .....	17
2.7	MODÈLE DE LETTRE DE GARANTIE IRRÉVOCABLE .....	18
3.	NATURE DE LA PROPOSITION .....	19
3.1	CADRE RÉGLEMENTAIRE .....	19
3.2	PARTI DE COMPOSITION .....	19
3.3	EXIGENCES PARTICULIÈRES .....	20
3.4	LA PROPOSITION .....	24
4.	FICHE D'IMMEUBLE.....	28
4.1	DESCRIPTION GÉNÉRALE DE L'IMMEUBLE.....	28
4.2	FICHE TECHNIQUE .....	28
4.2	CADRE RÉGLEMENTAIRE .....	28
4.4	CONDITION DES SOLS .....	28
4.5	PROGRAMME DE RÉHABILITATION DES TERRAINS CONTAMINÉS EN MILIEU URBAIN.....	29
4.6	SUBVENTIONS POUR LES ACCÉDANTS À LA PROPRIÉTÉ.....	29
ANNEXES :		
	PROFIL DU PROPOSANT	
	DOCUMENT DE PROPOSITION	
	OPTION D'ACHAT	

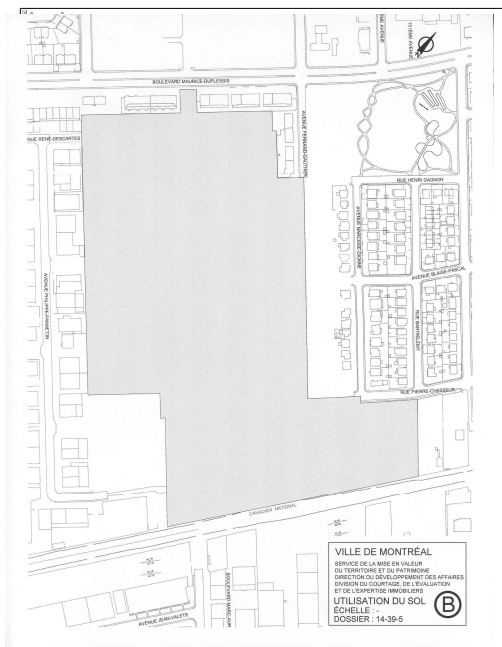


## DESCRIPTION DU PROJET

## 1. DESCRIPTION DU PROJET

### 1.1 OBJET DE L'APPEL PUBLIC DE PROPOSITIONS

La Ville recevra des propositions pour l'acquisition du terrain vague montré en vignette et la construction d'un projet immobilier résidentiel sur cet emplacement.



Ce terrain est situé au sud du boulevard Maurice-Duplessis, de part et d'autre du boulevard Marc-Aurèle-Fortin, entre le prolongement des avenues Gilbert-Barbier et Fernand-Gauthier. Il représente une superficie approximative de 198 741 mètres carrés.

La mise à prix pour cet emplacement est établi à : un million de dollars (1 000 000 \$)

en valeur actuelle pour la Ville. Pour être recevable, chaque proposition doit contenir un dépôt de garantie au montant de cinquante mille dollars (50 000 \$).

Le proposant a l'option d'acquérir la totalité de l'immeuble en bloc ou par parcelle selon les modalités à convenir dans le cadre de l'accord de développement à intervenir.

Les propositions reçues seront ouvertes publiquement aux endroit et heure indiqués dans les avis publics.

## 1.2 ORIENTATIONS GÉNÉRALES

Il s'agit d'un terrain destiné à la construction résidentielle. Le potentiel de développement permet la réalisation d'un minimum de 250 logements.

Les objectifs de mise en valeur de cet emplacement portent sur les éléments suivants :

- offrir la banlieue verte en ville par l'apport significatif de terrains voués à des fins de parc et d'habitation;



## 1.2 ORIENTATIONS GÉNÉRALES - SUITE

- assurer un environnement urbain de qualité par l'aménagement d'espaces verts, la plantation d'arbres de rue et la planification des espaces consacrés à l'automobile de manière à mettre en valeur le caractère résidentiel;
- présenter un projet domiciliaire ayant un caractère d'ensemble tout en personnalisant l'architecture des bâtiments;
- proposer des produits d'habitation distinctifs dont la qualité architecturale sera une force d'attraction.

Le concept d'aménagement proposé vise la réalisation d'un projet harmonieux et novateur qui tient compte des caractéristiques particulières du site comme :

- la percée visuelle dans l'axe Marc-Aurèle-Fortin;
- la présence d'un secteur industriel à l'ouest et d'une voie ferrée au sud.

L'aménagement préconisé sur ce site se caractérise par la mise en place d'espaces verts en lien avec l'axe Marc-Aurèle-Fortin situé plus au nord. Ces espaces joueront un rôle moteur dans le projet car il deviendra un lieu de convergence et d'animation pour les résidents. Dans la zone sud et ouest, le long de la voie ferrée et du secteur industriel, un talus sera également aménagé de façon à créer un écran de verdure attrayant. Ce talus devra avoir une dimension minimale de 15,0 mètres de largeur sur 3,0 mètres de hauteur.

La grille de rues projetées aura la particularité d'être spécifique au projet et d'être intégrée au milieu. Elle assurera à la fois une quiétude aux résidents et une bonne accessibilité au quartier. De chaque côté des voies publiques, sauf le long des parcs, des trottoirs seront aménagés et le stationnement sur rue, permis afin d'assurer une bonne desserte.

Le développement résidentiel privilégié sera de moyenne densité et les bâtiments comprendront de un à trois logements. Toutefois, seront favorisés en totalité ou en majeure partie du site, les bâtiments de type unifamilial isolé, jumelé ou contigu.

Pour permettre la vente du terrain, le proposant retenu, l'arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles—Montréal-Est et le Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine devront convenir des modalités d'un accord de développement, lequel portera sur l'entente de développement et les plans relatifs à l'implantation, à l'aménagement, à l'architecture et au design des constructions et à l'aménagement des terrains et aux travaux qui y sont reliés. Cet accord de développement devra être approuvé par le conseil d'arrondissement et par le conseil municipal de la Ville. Dans l'éventualité que le proposant a choisi d'acquérir l'emplacement en parcelles, l'accord de développement comprendra également les modalités relatives à la vente de l'emplacement, laquelle devra être entérinée par les autorités municipales.



# DESCRIPTION DU PROJET

---

## 1.3 LISTE DES DOCUMENTS FOURNIS

- a) un cahier d'appel public de propositions;
- b) un profil du proposant;
- c) un formulaire de présentation de la proposition;
- d) un formulaire d'option d'achat;
- e) une enveloppe de retour.

Des copies du formulaire de présentation de la proposition, de l'option d'achat et du profil du proposant peuvent être transmises par courrier électronique. Les proposants intéressés doivent en faire la demande auprès de Serge Gascon, en composant le (██████████) ou par courriel à l'adresse ██████████@ville.montreal.qc.ca

## 1.4 LISTE DES PLANS FOURNIS

- Plan de cadastre  
(Ce plan est disponible en version électronique – format DWG logiciel Auto Cad)
- Plan de l'utilisation du sol
- Orthophoto
- Plan de drainage inspiré d'un scénario de développement potentiel  
(Ce plan est fourni à titre indicatif)

## 1.5 INFORMATION COMPLÉMENTAIRE

Pour toute demande d'information au sujet de cet appel public de propositions, vous devez joindre M<sup>me</sup> Lise Chandonnet, conseillère en aménagement de la Direction de l'aménagement et des services aux entreprises de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles—Montréal-Est, au ██████████, par télécopieur au ██████████ ou par courriel à l'adresse ██████████

ou

M. Serge Gascon, agent technique – courtage immobilier au Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine de la Ville de Montréal, en composant le ██████████ par télécopieur au ██████████, ou par courriel à l'adresse ██████████



# DESCRIPTION DU PROJET

---

## 1.6 PROPOSITIONS

Les propositions doivent être retournées dans l'enveloppe spécialement prévue à cette fin. Pour être acceptées, elles doivent contenir obligatoirement :

- a) le formulaire de présentation de la proposition accompagné du document de la proposition;
- b) les plans;
- c) l'option d'achat;
- d) le profil du proposant;
- e) tout document requis au présent appel public de propositions pour attester de l'existence du proposant, de même que tout autre document l'autorisant à agir, tels la déclaration assermentée, la déclaration d'immatriculation, le certificat de constitution et de modification, les résolutions certifiées, etc.;
- f) un chèque visé ou une lettre de garantie émise par une institution bancaire reconnue au montant de cinquante mille dollars (50 000 \$).

Ladite enveloppe, scellée, devra parvenir aux date, heure et endroit prévus dans les annonces publiées dans les journaux et à l'article 2.2.4.

## 1.7 CALENDRIER

Dates approximatives :

- |  |                |
|--|----------------|
| - Lancement de l'appel public de propositions            | Septembre 2005 |
| - Ouverture des propositions et sélection                | Novembre 2005  |
| - Acceptation d'une proposition par le conseil municipal | Janvier 2006   |
| - Livraison des premières unités d'habitation            | Printemps 2006 |

## 1.8 BUREAU DES VENTES

Le proposant retenu pourra installer sans frais un bureau de ventes sur l'emplacement à acquérir.



---

## 2. AVIS AUX PROPOSANTS

### 2.1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

#### 2.1.1 Définitions

La **Ville** désigne la Ville de Montréal.

L'**arrondissement** désigne l'arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles—Montréal-Est.

L'**appel public de propositions** désigne les documents émis par la Ville pour recevoir la proposition.

Le **proposant** désigne la personne, société ou compagnie qui prépare, remplit et signe une proposition comme ci-après définie.

La **proposition** désigne l'ensemble des documents, soit le formulaire de présentation de la proposition, le document de proposition incluant les plans, l'option d'achat et le chèque visé ou la lettre de garantie bancaire, qui deviendra les termes et les conditions que le proposant devra contracter dans un accord de développement et dans un ou plusieurs actes de vente.

L'**accord** désigne l'accord de développement à intervenir entre la Ville et le proposant retenu.

Le **dépôt de garantie** désigne le chèque visé ou la lettre de garantie émise par une institution bancaire encaissable à une succursale située sur le territoire de la Ville de Montréal.

L'**immeuble** désigne le terrain vague qui fait l'objet de l'appel public de propositions.

Le **directeur** désigne le directeur général adjoint du Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine ou ses représentants.

Le **directeur de l'arrondissement** désigne le directeur de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles—Montréal-Est ou ses représentants.

#### 2.1.2 Frais engagés

Le proposant n'a droit à aucun dédommagement pour les frais engagés pour la préparation de sa proposition.



## **2.1.3 Renseignements complémentaires**

Aucun renseignement verbal obtenu relativement aux documents de la proposition ou à l'immeuble n'engage la responsabilité de la Ville.

## **2.1.4 Plans et études fournis par la Ville**

Les plans et autres documents fournis par la Ville avec les documents d'appel public de propositions le sont à titre indicatif seulement. Le proposant n'aura droit à aucune réclamation fondée sur les défauts ou l'inexactitude de ces renseignements ou sur l'absence de renseignements.

## **2.1.5 Examens des documents et de l'immeuble**

Afin d'établir l'étendue des obligations auxquelles il s'engage, le proposant est tenu, avant de préparer sa proposition :

- a) d'étudier soigneusement les documents de l'appel public de propositions;
- b) d'examiner les lois et règlements régissant l'immeuble, objet des présentes, ainsi que les lois et règlements s'appliquant pour l'acquisition de cet immeuble;
- c) d'effectuer, s'il le juge nécessaire, à ses frais, toute expertise technique en regard de l'état et de la qualité de l'immeuble.

## **2.1.6 Mise en garde**

Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions énumérées pourrait entraîner le rejet de la proposition, à moins que la Ville, y voyant un intérêt, décide de passer outre à tout vice de forme et défaut mineur que pourra contenir la proposition.

## **2.1.7 Recherche de titres**

La Ville ne sera pas tenue de fournir de titres, certificat de localisation, ni certificat de recherches concernant l'immeuble à vendre.

## **2.1.8 Addenda**

S'il y a lieu d'expliquer, de modifier ou de compléter les documents d'appel public de propositions déjà en circulation avant la date limite de réception des propositions, ceux qui sont déjà en possession de ces documents en seront avisés au moyen d'addenda.



## 2.2 CONDITIONS RELATIVES À LA PRÉSENTATION DE LA PROPOSITION

### 2.2.1 *La présentation de la proposition*

Le proposant doit compléter le formulaire de proposition, le formulaire d'option d'achat et le profil du proposant et fournir un document de proposition, des plans, et le dépôt de garantie requis. Le tout devra être expédié sous pli cacheté, dans l'enveloppe fournie à cet effet, en six copies dûment signées.

Toute rature faite sur le document de proposition, l'option d'achat et le profil du proposant doit être paraphée par le ou les signataire(s) de la proposition.

Une proposition doit être préparée par chacun des proposant sans qu'il n'y ait quelque connivence ou entente avec d'autres proposant.

### 2.2.2 *Identification du proposant*

À des fins d'identification, le proposant joindra à sa proposition :

- a) s'il agit en son nom personnel ou s'il fait affaire seul et qu'il n'est pas tenu en vertu de la loi de faire et de déposer un certificat de conformité à l'Inspecteur général des institutions financières :

une déclaration assermentée devant un commissaire à l'assermentation contenant la date depuis laquelle il est en affaires, le cas échéant, l'adresse et les numéros de téléphone de son domicile et de sa place d'affaires, le cas échéant, ses date et lieu de naissance et une copie de son certificat de naissance ou passeport valide;

- b) s'il fait affaire seul et qu'il est tenu en vertu de la loi de faire et de déposer un certificat de conformité à l'Inspecteur général des institutions financières :

une copie de cette déclaration déposée en vertu de la loi, certifiée par l'Inspecteur général des institutions financières, une déclaration contenant les adresses et numéros de téléphone de son domicile et de sa place d'affaires, ses date et lieu de naissance et une copie de son certificat de naissance ou passeport valide;



## **2.2.2 Identification du proposant - Suite**

- c) s'il fait affaire en société en vertu de la loi :

une copie du certificat de conformité déposée en vertu de la loi et certifiée par l'Inspecteur général des institutions financières, une copie du contrat de société, une déclaration contenant les noms, adresses, numéros de téléphone, date et lieu de naissance de chacun des associés;

- d) s'il est une compagnie ou une société par actions dûment constituée :

une copie de ses statuts constitutifs et leur modification, s'il y a lieu;

une déclaration certifiée par le secrétaire contenant les noms, adresses, numéros de téléphone de tous les actionnaires et de tous les membres du conseil d'administration;

un certificat d'attestation s'il est une compagnie par actions constituée en vertu de la Loi sur les compagnies (Québec);

un certificat de conformité s'il est une compagnie constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral;

une copie de la déclaration d'immatriculation déposée en vertu de la loi et certifiée par l'Inspecteur général des institutions financières.

## **2.2.3 Signature de la proposition**

- a) si le proposant est une personne agissant en son nom personnel ou une personne faisant affaire seule, sous son nom propre ou sous un autre nom, non incorporé en vertu de la loi, il peut signer la proposition;
- b) si le proposant est une société non incorporée en vertu de la loi, tous les associés doivent signer la proposition;
- c) dans le cas des proposant mentionnés à l'article 2.2.3 a) et b), la proposition peut aussi être signée par un fondé de pouvoir. Lorsque la proposition est signée par un fondé de pouvoir, elle doit être accompagnée d'une procuration notariée ou faite sous seing privé. Dans ce dernier cas, la signature de la procuration devra être faite devant deux (2) témoins, dont un assermenté par un commissaire à l'assermentation. De plus, cette procuration devra être attestée suivant le Code civil du Québec.



## **2.2.3 Signature de la proposition - Suite**

- d) si le proposant est une compagnie ou une société par actions constituée en personne morale en vertu de la loi, la proposition doit être accompagnée d'une copie certifiée d'une résolution du conseil d'administration, autorisant la ou les personnes y indiquées à préparer et signer la proposition et tous les autres documents requis par la Ville. La résolution doit contenir les noms, prénoms et fonctions de ces personnes auprès de la compagnie ou de la société par actions, ainsi que son sceau.

## **2.2.4 Envoi, réception et ouverture des propositions**

Quel que soit le mode d'expédition que le proposant choisit d'adopter, toute proposition doit, pour être valablement considérée, se trouver physiquement, le jour et l'heure fixés pour son ouverture, sous-pli cacheté, à la Direction du greffe de la Ville de Montréal, au 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134. L'heure officielle sera celle indiquée à l'horloge qui se trouve à la vue du public au bureau de la Direction du greffe de la Ville.

Les propositions sont ouvertes devant public, aux endroit et heure indiqués dans les avis publics.

Toute proposition reçue par le Greffier de la Ville après la date et l'heure indiquées sera retournée à l'envoyeur sans être ouverte. Le proposant assume l'entière responsabilité de faire parvenir sa proposition à temps et à l'endroit indiqué.

## **2.2.5 Avis important**

Avant de sceller votre proposition, vous devrez vérifier si les formalités suivantes ont été suivies à la lettre :

- 1° respecter la date de réception par la Ville de Montréal;
- 2° joindre le formulaire de proposition accompagné du document de proposition, les plans, le formulaire d'option d'achat et le profil du proposant;
- 3° bien signer la proposition et l'option d'achat dans la forme prescrite;
- 4° inclure, selon chaque cas, les documents mentionnés aux articles 2.2.2 et 2.2.3 susmentionnés;

## **2.2.5 Avis important - Suite**

- 5° inclure le dépôt de garantie au montant de cinquante mille dollars (50 000 \$);
- 6° inclure tous les documents requis par la présente demande de proposition, le cas échéant.



# AVIS AUX PROPOSANTS

---

Afin d'éviter le rejet de votre proposition, veuillez effectuer une vérification minutieuse de tous les points susmentionnés.

## **2.2.6 Commissions et honoraires**

Toute commission d'agent d'immeubles et tout honoraire professionnel, de quelque nature que ce soit, sont à la charge du proposant, à l'entière exonération de la Ville.

## **2.3 ACCEPTATION**

### **2.3.1 Acceptation ou rejet des propositions**

- a) La Ville n'est tenue d'accepter aucune des propositions reçues;
- b) s'il est de l'intérêt de la Ville, celle-ci peut passer outre à tout vice de forme et défaut mineur que peut contenir la proposition;
- c) la Ville n'est pas tenue de motiver l'acceptation ou le rejet de toute proposition.

Si, pour quelque raison que ce soit, les bureaux de la Ville n'étaient pas ouverts le jour indiqué pour l'ouverture de l'appel public de propositions, l'ouverture serait faite le deuxième jour ouvrable et travaillé suivant la date originalement indiquée.

### **2.3.2 Retrait ou modification des propositions**

Pendant les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date fixée pour la réception des propositions, le proposant ne peut ni modifier ni retirer sa proposition.

### **2.3.3 Prolongation**

Si un délai supplémentaire à l'analyse des propositions est nécessaire, le directeur fera parvenir une demande de prolongation et le proposant sera libre de l'accepter ou de la refuser. En cas d'un tel refus, la proposition sera réputée être retirée et le dépôt de garantie fourni sera retourné aux proposants ayant refusé d'accorder un délai supplémentaire pour l'analyse des propositions.

### **2.3.3 Prolongation - Suite**

Par ailleurs, si le proposant accepte cette demande de prolongation, tous les délais seront prolongés d'autant et le proposant devra fournir à la Ville une nouvelle lettre de garantie bancaire irrévocable allongeant la période de couverture d'autant.

### **2.3.4 Durée de la validation de la proposition**

Le conseil municipal de la Ville aura un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de l'ouverture des propositions pour accepter l'une des propositions et pour entériner l'option d'achat ou la promesse d'achat présentée par le proposant.



# AVIS AUX PROPOSANTS

---

Sous réserve de l'article 2.3.3 qui précède, toutes les propositions seront irrévocables jusqu'à l'expiration dudit délai de quatre-vingt-dix (90) jours ou jusqu'à l'acceptation de l'une des propositions par le conseil municipal, si telle acceptation de principe survient à l'intérieur de ce délai. L'acceptation du conseil municipal aura pour effet de maintenir irrévocable la proposition choisie durant une période de huit (8) mois à compter de la date de cette décision.

## 2.4 ANALYSE DES PROPOSITIONS

### 2.4.1 *Conditions minimales*

Pour qu'une proposition soit étudiée par le comité de sélection, elle doit être en tout point conforme au présent appel public de propositions, sous réserve de l'article 2.3.1 b). Elle doit fournir la totalité des montants et les informations demandées et tenir compte de tous les éléments et exigences spécifiés dans le chapitre suivant intitulé « Nature de la proposition ».

### 2.4.2 *Critères d'analyse*

L'appel public de propositions vise à encourager le développement résidentiel de moyenne densité, comportant des bâtiments de un à trois logements. Toutefois, seront favorisés en totalité ou en majeure partie du site, les bâtiments de type unifamilial, isolé, jumelé ou en rangée et les bâtiments de logements de un à trois logements.

Les propositions seront jugées au mérite, selon l'information et les plans fournis. Outre le respect des conditions décrites à la section 3 (Nature de la proposition), l'évaluation portera sur les éléments suivants :



## 2.4.2 Critères d'analyse – Suite

- **Aménagement 45 %**

- a) Composition d'ensemble (20 %):

- Implantation des bâtiments, aménagement paysager, distribution spatiale des typologies résidentielles et performance de stationnement;
    - Intégration des équipements d'électricité, de télécommunication et des boîtes postales sur le domaine public.

- b) Qualité du bâtiment (15 %):

- Expression architecturale, planification du logement, qualité de construction et concept de maison;
    - Devis descriptif.

- c) Aménagement paysager (10 %):

- Intégration des aires de stationnement et des équipements hors-sol d'électricité et de communication sur les lots individuels;
    - Plantations.

- **Développement immobilier (25 %)**

- a) Profil du proposant et des équipes professionnelles (15 %) :

- Expertise technique et capacité financière du proposant;
    - Équipe de projet (investissement, promotion et vente, conception des bâtiments et de l'aménagement paysager, construction, etc.);
    - Réalisations antérieures.

- b) Approche de mise en marché (10 %) :

- Définition des produits offerts et adéquation aux clientèles visées;
    - Personnalisation des maisons (composantes et encadrement de la qualité);
    - Réalisme du projet (coûts de réalisation, prix de vente, séquence et échéancier des travaux de construction, etc.);
    - Stratégie de commercialisation (outils de communication, bureau des ventes, architecte-maître, etc.).



## **2.4.2 Critères d'analyse – Suite**

- **Retombées municipales ( 30 %)**

- a) Prix offert (20 %) :

- b) Entrées fiscales (10 %)

## **2.4.3 Comité de sélection**

La sélection de la proposition sera effectuée par un comité composé notamment de représentants de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles—Montréal-Est et du Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine. Des experts externes pourront aussi en faire partie.

Le comité de sélection, s'il le juge opportun, pourra inviter les proposants, dont la proposition remplit les conditions minimales, à commenter leur proposition lors d'une réunion à cet effet.

## **2.4.4 Recommandation et décision**

Le comité de sélection, après analyse des propositions, fera rapport au directeur et au directeur de l'arrondissement, recommandant, le cas échéant, le choix d'une proposition.

Le conseil municipal de la Ville aura un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date d'ouverture des propositions, pour entériner la recommandation en regard du choix d'une proposition.

Suivant l'approbation du conseil municipal, le directeur informera par écrit les proposants de la décision du conseil municipal. La Ville retournera, avec cet écrit, le dépôt aux proposants dont les propositions n'ont pas été retenues.

Si le conseil municipal approuve la proposition retenue, le proposant, le directeur et le directeur de l'arrondissement devront convenir des modalités d'un accord de développement, lequel portera sur l'entente de développement et les plans relatifs à l'implantation, à l'aménagement, à l'architecture et au design des constructions et à l'aménagement des terrains, d'un talus le long de la voie ferrée et de la zone industrielle et aux travaux qui y sont reliés, l'emplacement des parcs, la typologie des résidences, la délimitation des parcelles, le profil des rues, les délais d'acquisition, le prix de vente, la séquence des ventes et les mainlevées. Cet accord de développement devra être approuvé par le conseil d'arrondissement et par le conseil municipal de la Ville. Cet accord de développement comprendra également les modalités relatives à la vente de l'emplacement.



## **2.4.5 Accord de développement et acte de vente**

La proposition fera l'objet d'un accord de développement et celui-ci sera approuvé par le conseil d'arrondissement et par le conseil municipal, l'objectif recherché étant que le conseil d'arrondissement soit saisi de ces questions pour décision dans les huit (8) mois de la décision du conseil municipal, retenant le proposant. La vente de l'immeuble sera, par la suite, approuvée par les autorités municipales, en application de l'accord de développement et de la séquence de vente prévue.

L'accord de développement prévoira, notamment, les conditions suivantes :

- Le proposant s'engage à acquérir tous les terrains au prix qu'il a offert, sous réserve des ajustements prévus à l'article 3.4.3.;
- La construction des unités d'habitation prévues sur l'ensemble du site devra être complétée dans un délai d'au plus soixante (60) mois de la signature de l'accord de développement, ou toute autre formule acceptable à être précisée à l'accord de développement. Ce délai pourrait être revu à la hausse suivant l'absorption du marché;
- Un rythme de livraison des unités d'habitation en accord avec l'échéancier soumis;
- L'obligation de présenter une demande de travaux d'infrastructures municipales dans le cadre d'un projet résidentiel, au plus tard soixante (60) jours suivant la signature de l'accord de développement;
- L'obligation de finaliser la réalisation de la zone tampon prévue à l'article 3.3.7, dans un délai à être fixé à l'accord de développement.

## **2.4.6 Désignation du proposant à l'accord de développement et aux actes de vente**

Le proposant, partie contractante avec la Ville, inscrite à l'accord de développement et aux actes de vente, sera le proposant identifié à la première page du formulaire de proposition et de l'option d'achat.

## **2.4.7 Signature de l'accord de développement et de l'acte ou des actes de vente**

Sur réception d'un avis d'un notaire en exercice au Service des affaires corporatives de la Ville, le proposant et les actionnaires indiqués au titre « Intervention à l'acte de vente » du formulaire de proposition et de l'option d'achat devront, dans les dix (10) jours, se présenter au bureau de ce notaire pour signer l'accord de développement et l'acte ou chacun des actes de vente. À défaut, la garantie fournie deviendra exécutoire.



## **2.4.8 Frais de vente**

Les frais administratifs de la Ville pour la préparation de l'accord de développement et de l'acte ou des actes de vente, les copies, dont une pour la Ville et les frais de publication de cet acte ou de ces actes de vente sont à la charge du proposant.

## **2.4.9 Remises des dépôts de garantie**

Le directeur retournera les dépôts de garantie aux proposant dont la proposition n'a pas été acceptée par le conseil municipal, dès que ce dernier aura pris sa décision sans, toutefois, dépasser le délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date d'ouverture des propositions, sous réserve de l'article 2.3.3. Il est entendu que la Ville encaissera le dépôt du proposant dont la proposition a été acceptée par le conseil municipal, ce dépôt de garantie devenant l'acompte selon les modalités prévues à l'article ACOMPTE de l'option d'achat.



# AVIS AUX PROPOSANTS

---

## 2.5 Modèle de résolution

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL d'une assemblée du conseil d'administration de

\_\_\_\_\_ tenue à son siège situé au \_\_\_\_\_

le \_\_\_\_\_ .

IL EST PROPOSÉ, APPUYÉ ET RÉSOLU :

QUE \_\_\_\_\_

(nom et titre)

ET \_\_\_\_\_

(nom et titre)

tous deux des ville et district de \_\_\_\_\_ soient et sont, par la présente résolution, chacun autorisé à faire et à signer séparément pour et au nom de la compagnie (ou société), toute proposition à la Ville de Montréal relative à l'acquisition d'un terrain vague situé au sud du boulevard Maurice-Duplessis, de part et d'autre du boulevard Marc-Aurèle-Fortin, entre le prolongement des avenues Gilbert-Barbier et Fernand-Gauthier, et à la réalisation d'un projet immobilier résidentiel sur cet immeuble ainsi qu'à signer toute modification ou prolongation, tout changement ou tout autre document qui pourrait être nécessaire à cette proposition.

Extrait véritable et certifié, ce \_\_\_\_\_ 20 \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
Secrétaire (signature)

### ATTESTATION

Je, soussigné, atteste que \_\_\_\_\_, qui a certifié cet extrait, est bien le secrétaire de la compagnie (ou société) et que la résolution ci-dessus a été légalement adoptée à cette assemblée régulière tenue au bureau de direction de la compagnie (ou société).

\_\_\_\_\_  
Président (signature)



# AVIS AUX PROPOSANTS

---

## 2.6 MODÈLE D'ATTESTATION DE VALIDITÉ D'UNE RÉOLUTION

La présente certifie que la résolution adoptée lors de l'assemblée du conseil

d'administration de \_\_\_\_\_

(nom de la compagnie ou société)

tenue le \_\_\_\_\_

autorisant \_\_\_\_\_

et \_\_\_\_\_.

à signer toute proposition à la Ville de Montréal relative à l'acquisition d'un terrain vague situé au sud du boulevard Maurice-Duplessis, de part et d'autre du boulevard Marc-Aurèle-Fortin, entre le prolongement des avenues Gilbert-Barbier et Fernand-Gauthier, et à la réalisation d'un projet immobilier résidentiel sur cet immeuble ainsi que tout contrat et tout autre document connexe, est encore en vigueur, n'a pas été révoquée et ne sera pas modifiée avant la fin de la pleine exécution des obligations contractées, à moins que la Ville n'en soit avisée par lettre recommandée, accompagnée d'une nouvelle résolution de compagnie (ou société).

\_\_\_\_\_  
(signature)

\_\_\_\_\_  
(nom à la machine à écrire)

\_\_\_\_\_  
Président ou secrétaire – titre



# AVIS AUX PROPOSANTS

---

## 2.7 MODÈLE DE LETTRE DE GARANTIE IRRÉVOCABLE

(DATE)

Lettre de garantie irrévocable

Ville de Montréal  
275, rue Notre-Dame Est  
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Monsieur,

Nous, \_\_\_\_\_, établissons ce jour en faveur de la Ville de Montréal et pour le compte de (ci-après le proposant) \_\_\_\_\_ une lettre de garantie irrévocable et inconditionnelle pour le montant maximal de cinquante mille dollars (50 000 \$).

Le montant total de cette lettre de garantie irrévocable et inconditionnelle vous sera payable suivant l'approbation du conseil municipal de la Ville de la proposition déposée ou selon l'une des conditions décrites ci-après. Le directeur général adjoint du Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine de la Ville de Montréal transmettra, par écrit, une lettre mentionnant son intention d'exercer la lettre de garantie suivant l'approbation du conseil municipal, une copie de la décision devant être jointe, ou encore que le montant réclamé par la Ville de Montréal est dû en raison de la survenance d'un des événements suivants :

- 1 - Le proposant retire sa proposition entre le moment de l'ouverture des propositions et le dixième (10<sup>e</sup>) jour suivant la date de la réception de l'avis de convocation par un notaire en exercice à la Direction des affaires juridiques de la Ville de Montréal pour la signature de l'accord de développement et d'un projet d'acte de vente et les documents y afférents relatifs à l'acquisition d'un terrain vague situé au sud du boulevard Maurice-Duplessis, de part et d'autre du boulevard Marc-Aurèle-Fortin, entre le prolongement des avenues Gilbert-Barbier et Fernand-Gauthier, à Montréal, à la suite de la proposition qu'il a faite;
- 2 - Le défaut, par le proposant, de respecter l'une ou l'autre des obligations lui résultant de sa proposition faite dans le cadre de l'appel public de propositions relatif à la vente de l'immeuble situé au sud du boulevard Maurice-Duplessis, de part et d'autre du boulevard Marc-Aurèle-Fortin, entre le prolongement des avenues Gilbert-Barbier et Fernand-Gauthier, à Montréal, notamment l'obligation de signer l'accord de développement et le projet d'acte de vente et les documents y afférents dans les dix (10) jours de l'avis de convocation par un notaire en exercice à la Direction du contentieux de la Ville de Montréal.

Notre lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle demeurera effective jusqu'au \_\_\_\_\_ (12 mois de la date d'ouverture des propositions).

Notre responsabilité à l'égard de cette lettre de garantie irrévocable et inconditionnelle ne dépassera pas le montant maximal de cinquante mille dollars (50 000 \$) .

Toute correspondance ou demande devra être adressée par écrit à \_\_\_\_\_ (une succursale de la banque, de la caisse populaire ou de la compagnie de fiducie située à Montréal) et devra faire référence à notre lettre de garantie irrévocable et inconditionnelle numéro \_\_\_\_\_ .

\_\_\_\_\_ Signataire autorisé



## NATURE DE LA PROPOSITION

---

### 3. NATURE DE LA PROPOSITION

#### 3.1 CADRE RÉGLEMENTAIRE

L'emplacement est régi par le Règlement d'urbanisme d'une partie de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles—Montréal-Est (Règlement 01-278 et ses amendements). Le proposant est invité à prendre connaissance de ce règlement avant le dépôt de sa proposition.

#### 3.2 PARTI DE COMPOSITION

Le parti de composition identifie la conception d'ensemble et les paramètres d'aménagement du projet. La proposition doit nécessairement comprendre l'offre de maisons personnalisées. Le présent programme fournit un encadrement suffisamment souple pour en soutenir la réalisation. Certains critères de base sont à respecter mais une place significative est laissée au proposant pour lui permettre ainsi d'innover et d'offrir une diversité de produits résidentiels, de façon à répondre aux attentes de la clientèle.

Toute proposition devra tenir compte des dispositions particulières suivantes :

##### 3.2.1 *Type de bâtiments*

Le développement résidentiel préconisé sera de moyenne densité et les bâtiments comprendront de un à trois logements. Toutefois, seront favorisés en totalité ou en majeure partie du site, les bâtiments de type unifamilial isolé, jumelé ou contigu.

##### 3.2.2 *Hauteur des bâtiments*

La hauteur des bâtiments devra être de 2 à 3 étages et la hauteur mesurée ne devra pas excéder 12,5 mètres.

##### 3.2.3 *Implantation*

L'implantation au sol d'un bâtiment de type cottage isolé ou jumelé ne pourra excéder 35 % de la superficie du terrain, et ce, aussi bien pour celui situé sur un lot intérieur que sur un lot de coin. Néanmoins, pour un bâtiment de type cottage contigu ou plex, l'implantation au sol ne pourra excéder 50 % de la superficie du terrain.

##### 3.2.4 *Marges latérale et arrière*

Les marges latérales minimales sont fixées à 1,5 mètre. Toutefois, le total des deux (2) marges latérales devra être d'au moins 4,0 mètres.



## NATURE DE LA PROPOSITION

---

### **3.2.4 Marges latérale et arrière - Suite**

Par ailleurs, pour les lots intérieurs, il sera requis d'avoir une marge arrière d'au moins 6,0 mètres.

### **3.2.5 Stationnement**

Pour l'ensemble du projet, le proposant devra viser à atteindre une performance optimale du nombre d'unités de stationnement par logement, (plus ou moins 3 unités sur rue et hors rue). Pour chacun des logements, le nombre minimal d'unités de stationnement sera d'une unité intérieure, les garages doubles étant aussi autorisés. Pour les maisons contiguës, les portes de garage sur rue sont prohibées et le stationnement à l'arrière sous les balcons est recommandé. Toutes les unités de stationnement sur rue et hors-rue devront apparaître au plan d'implantation. Le proposant notera que le stationnement sur rue ne sera pas permis en bordure des parcs.

Le proposant notera qu'aucune unité de stationnement n'est permise dans une cour longeant la voie publique. Toutefois, malgré cette interdiction, l'espace de stationnement localisé dans l'accès d'un garage dédié à une habitation unifamiliale isolée ou jumelée pourra être considéré aux fins du calcul de la performance précitée.

## **3.3 EXIGENCES PARTICULIÈRES**

### **3.3.1 Lotissement**

Le plan d'implantation doit montrer le lotissement et indiquer les espaces privés et, le cas échéant, ceux détenus en copropriété, ceux qui sont ou seront grevés de servitudes. Le proposant est invité à prendre connaissance du Règlement sur les opérations cadastrales (R.R.V.M., c. O-1) pour l'élaboration de son projet de lotissement.

### **3.3.2 Infrastructures municipales**

L'immeuble n'est pas desservi en infrastructures municipales. Sa mise en valeur nécessitera la réalisation par la Ville, à ses frais, d'un bassin de rétention sur le boulevard Perras.

Selon la grille de rue qui sera présentée par le proposant, la construction d'un ouvrage de rétention des eaux pluviales dans un espace vert pourra être nécessaire. Les coûts relatifs à la construction de cet ouvrage seront aux frais du proposant.

Pour les travaux d'infrastructures sur le site, le promoteur devra respecter les conditions prévues à « La politique sur le financement des infrastructures municipales pour un projet dans les nouveaux développements résidentiels ». (Document annexé.)



## NATURE DE LA PROPOSITION

---

### **3.3.2    *Infrastructures municipales - Suite***

Une entente sur le financement du coût des travaux d'infrastructures devra être conclue entre la Ville et le proposant et entérinée par le conseil d'arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles—Montréal-Est.

Pour de plus amples informations concernant les besoins en infrastructures municipales, le proposant pourra s'informer auprès de monsieur Laurent Gravel, Direction des travaux publics, arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles—Montréal-Est, au numéro suivant :

██████████

### **3.3.3    *Séquence et échéancier de développement***

Le proposant devra indiquer, sur le plan d'implantation au 1: 1000, les phases de développement du projet qu'il entend réaliser. Il fournira également un échéancier et identifiera, pour chacune des phases, les rues qu'il propose d'ouvrir et les produits qu'il compte réaliser et vendre.

Pour l'élaboration de la séquence de développement, en plus du drainage proposé, le proposant devra, notamment, tenir compte des éléments suivants :

- la diversité des types d'habitation proposés ainsi que le rythme d'absorption dans le marché de chacun d'entre eux;
- le développement des terrains doit se faire de part et d'autre d'une rue, sauf le long d'un parc, de façon à permettre une meilleure planification des travaux d'infrastructures;
- la contrainte relative au fait qu'aucune rue en cul-de-sac temporaire ne sera autorisée.

### **3.3.4    *Services électriques, de télécommunication et de gaz naturel***

Les réseaux de câblodistribution, de distribution d'énergie électrique et de téléphonie pourront être aériens, à l'exception des réseaux passant au-dessus des rues. Toutefois, les réseaux aériens devront, autant que possible, être localisés en arrière lot, ceux-ci n'étant fortement pas recommandés en façade.

Cependant, les propositions impliquant l'implantation de réseaux souterrains seront favorisées.



## NATURE DE LA PROPOSITION

---

### **3.3.4 Services électriques, de télécommunication et de gaz naturel - Suite**

Le proposant s'assurera, auprès des compagnies d'utilités publiques, que son projet pourra être desservi par celles-ci et qu'il respecte leurs normes et exigences. Le proposant devra aviser la Commission des services électriques de la Ville de Montréal car cette dernière est chargée de planifier, de concevoir, de faire construire, d'entretenir, d'exploiter et d'administrer les réseaux de conduits souterrains de la Ville. Pour la desserte du projet en gaz naturel, il est possible, selon Gaz Métropolitain, de prolonger l'infrastructure de son réseau pour permettre le raccordement des résidences. Pour de plus amples renseignements, la personne-ressource à contacter est monsieur Denis Tremblay, représentant des ventes, nouvelle construction résidentielle, au numéro [REDACTED] ou [REDACTED].

La personne-ressource à contacter auprès d'Hydro-Québec, pour de plus amples informations, est monsieur Alain Isabelle, conseiller Plans et vigie et interventions réseaux, au numéro [REDACTED], poste [REDACTED].

La personne-ressource à contacter auprès de Bell Canada, pour de plus amples renseignements, est monsieur Robert Landry, au numéro suivant : [REDACTED].

La personne-ressource à contacter auprès de la Commission des services électriques de la Ville de Montréal (C.S.É.V.M.), pour de plus amples renseignements, est monsieur Réginald Lebrun, chef de division - Planification, au numéro [REDACTED], poste [REDACTED].

### **3.3.5 Qualité architecturale**

Le projet devra présenter un caractère d'ensemble et offrir des caractéristiques propres en fonction des lieux urbains, des typologies résidentielles ainsi qu'à l'architecture et l'aménagement personnalisés des maisons. Un soin particulier devra également être apporté aux éléments suivants : le traitement de la volumétrie et de la géométrie des bâtiments, la forme du toit, la localisation des accès, la composition et le rythme des façades, la fenestration, la qualité et les coloris des matériaux.

La maçonnerie est privilégiée comme matériau de revêtement extérieur pour les façades des bâtiments, et ce, particulièrement pour les façades donnant sur une voie publique.

Il importera de minimiser l'impact des espaces consacrés à l'automobile (garages, cases extérieures, allées), de façon à mettre plutôt l'accent sur le caractère résidentiel des bâtiments. À cet effet, il est fortement conseillé d'avoir recours à des éléments d'atténuation, notamment :

- un avant-corps au-dessus de la porte de garage;
- un retrait dans le bâtiment pour la partie garage;
- des matériaux et coloris harmonisés; et
- une réduction des surfaces dures pour un meilleur verdissement.



## NATURE DE LA PROPOSITION

---

### **3.3.6 Architecture de paysage**

Le proposant devra illustrer sommairement, avec sa proposition, le concept d'aménagement paysager qu'il se propose de réaliser et il tiendra particulièrement compte de l'intérêt de dissimuler les aires de stationnement et leurs accès par des plantations. Un minimum de 10 % de la surface de développement sera attribué en parc (excluant les talus prévus).

Un talus devra, au frais du promoteur, être aménagé en bordure du secteur industriel à l'ouest et de la voie ferrée au sud (Voir article 3.3.7).

Une attention particulière sera apportée à l'intégration des équipements des compagnies de services électriques, de télécommunication et de gaz naturel. Les réseaux aériens devront, autant que possible, être localisés en arrière lot, ceux-ci n'étant fortement pas recommandés en façade. Les équipements enfouis et hors-sol devront être localisés de façon à permettre la plantation des arbres de rues, l'installation des lampadaires et des autres éléments de mobilier urbain. De plus, les équipements hors-sol devront être installés de façon telle qu'ils seront masqués pour un observateur situé sur le domaine public.

### **3.3.7 Zone tampon**

Le proposant retenu aura l'obligation de réaliser, à ses frais, une zone tampon, jouant à la fois un rôle esthétique, sécuritaire et acoustique, à la limite de la zone industrielle située à l'ouest et de la voie ferrée au sud. D'une hauteur de 3 mètres et d'une largeur de 15 mètres, elle pourra être construite progressivement mais toute section devra être complétée avant la construction des unités résidentielles adjacentes. Afin d'accroître la fonction de barrière acoustique, le talus devra être planté de conifères.

Une fois aménagés, les talus seront par la suite cédés à la Ville.



## NATURE DE LA PROPOSITION

---

### 3.3.8 *Servitudes*

L'emplacement est grevé des servitudes d'Hydro-Québec et de Bell Canada, publiées au bureau de la Publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal et sont les suivantes :

No de publication	Lots affectés
3620290	1058223
3648371	1058222
3615983	1058220
3615977	1058146
3615980	1058145 et 1058143
3702600	1058216
3614075	1058213, 1058214 et 1058215
4164877	1058211 et 1058212

L'assiette de ces servitudes est située à l'extrémité sud-ouest des lots concernés, étant une lisière de 1,5 mètre de largeur par toute la profondeur de ces lots, situés entre les rues Pierre-Chasseur et Alphonse-Thomas.

## 3.4 LA PROPOSITION

### 3.4.1 *Le document de proposition*

Le proposant doit compléter un document de proposition, auquel doit être annexé le formulaire de présentation de la proposition. Ce document doit être rédigé au traitement de texte. Il doit être accompagné d'une description des engagements que le proposant devra contracter à l'accord de développement, ainsi que de l'option d'achat. Outre les plans requis, le document de proposition doit préciser la superficie d'implantation des bâtiments, le nombre de logements et le prix de vente des logements que le proposant s'engage à livrer, le montant total des investissements prévus, ainsi que le délai dans lequel le proposant entend débiter et terminer la construction des bâtiments.

### 3.4.2 *Les plans d'aménagement*

La liste ci-jointe indique les documents visuels à déposer en matière d'aménagement, d'architecture et de construction. Ainsi, le proposant devra fournir six (6) jeux complets des plans préliminaires du projet. Toutefois, pour le volet concernant la personnalisation des maisons, celui-ci a la possibilité de soumettre en remplacement des plans de maisons modèles et leurs façades, des outils de communication graphiques d'une autre forme comme un catalogue de photos, de modèles de maisons sur support informatique, vidéo ou autres.



## NATURE DE LA PROPOSITION

### 3.4.2 Les plans d'aménagement - Suite

DESCRIPTION	ÉCHELLE
Un plan d'implantation indiquant le lotissement proposé, les bâtiments, l'aménagement paysager, y compris les arbres de rue, les unités de stationnement sur rue et hors-rue et leurs accès, ainsi que les phases de développement.	1 : 1000
Un plan d'implantation de chacun des bâtiments types indiquant l'aménagement paysager, les aires et accès de stationnement et illustrant la localisation des équipements hors-sol des compagnies d'utilités publiques.	1 : 100
Les plans des maisons modèles indiquant leur aménagement intérieur.	1 : 100
Les façades de chacune des maisons modèles	1 : 100
Détail de mur type	1 : 10
La coupe du talus	1 : 10
Un devis descriptif des caractéristiques architecturales présentant les lignes directrices de conception visant à encadrer la personnalisation des bâtiments, à savoir : la volumétrie et les masses, les matériaux de revêtement extérieur, la fenestration, les portes d'entrée et de garage, les toitures et corniches, les matériaux utilisés et leur coloris.	

Le proposant devra présenter une copie couleur, montée sur panneau du plan de l'ensemble du projet et, le cas échéant, les élévations de toutes les façades des maisons modèles. De plus, il devra fournir un jeu de plans dans un format réduit 11" x 17".

### 3.4.3 Option d'achat

L'option d'achat traitera principalement des points suivants :

- De l'engagement de la Ville à vendre, au proposant, l'immeuble en totalité en un seul bloc ou par parcelle constituée d'un ou de plusieurs lots, et ce, pour la somme à être déterminée;
- De l'engagement du proposant à acheter la totalité de l'immeuble en un seul bloc ou par parcelle, et ce, selon la séquence prévue à l'accord de développement à intervenir avec la Ville (Voir section 2.4.5 – 60 mois);
- Des coûts relatifs aux infrastructures que devra assumer le proposant en conformité avec « La politique sur le financement des infrastructures municipales pour un projet résidentiel », et ce, à la date de la demande;



## NATURE DE LA PROPOSITION

---

### **3.4.3. Option d'achat - Suite**

- d) De la transmission, par le proposant, au directeur, dans les cent vingt (120) jours de la décision du conseil municipal d'approuver sa proposition, d'une lettre à l'effet qu'il se déclare satisfait de la qualité et de l'état du sol de l'immeuble;
- e) Du dépôt, par le proposant, dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la décision du conseil municipal d'approuver sa proposition, auprès de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles—Montréal-Est, et à sa satisfaction, des plans et documents requis pour l'étude de son projet de développement résidentiel devant permettre l'adoption d'un accord de développement à intervenir avec la Ville;
- f) Du dépôt, par le proposant, dans un délai de soixante (60) jours de la signature de l'accord de développement, d'une demande pour les travaux d'infrastructures de la première phase de développement;
- g) De la conclusion, entre les parties, dans les huit (8) mois de la décision du conseil municipal d'approuver la proposition du proposant, d'un accord de développement aux fins de la réalisation du projet résidentiel du proposant. Cet accord définira sur l'ensemble des termes et conditions de la réalisation du projet de développement dont, notamment, l'aménagement du site, d'un talus le long de la voie ferrée et de la zone industrielle, l'emplacement des parcs, la typologie des résidences, la délimitation des parcelles, le profil des rues, les délais d'acquisition, le prix de vente, la séquence des ventes et les mainlevées.

### **3.4.4 Justification de la proposition**

Le proposant devra déposer un argumentaire démontrant que le projet qu'il entend réaliser, en termes de qualité, de caractéristiques et de prix, répond de façon adéquate aux attentes de la clientèle visée.

À cette fin, il devra identifier les clientèles qu'il souhaite atteindre, définir le concept d'aménagement et les produits résidentiels proposés, et présenter sa stratégie de développement, particulièrement en regard de l'approche visée en matière de construction de maisons personnalisées. Ainsi, il devra faire ressortir comment son projet se distinguera et quels seront les moyens utilisés pour sa mise en marché (maisons-modèles, conception de plans de maisons assistée par ordinateur, etc.). De plus, il devra en indiquer et justifier les phases de développement ainsi que l'échéancier de réalisation.



### **3.4.5 Profil du proposant**

Le proposant joindra, à son dossier, un document démontrant qu'il possède l'expertise et la capacité financière pour réaliser un projet de l'envergure prévu dans les délais proposés. Ce document fera, notamment, état de la description des projets déjà réalisés (types d'immeubles, nombre d'unités construites, clientèles, stratégie de mise en marché et politiques de service après vente, lieux de construction, etc.) et il sera complété par la présentation de la liste des firmes d'architecture, d'urbanisme ou de génie-conseil qui participeront au projet de développement de l'emplacement.

De plus, il devra fournir une preuve d'accréditation à un plan de garantie de maisons neuves et une confirmation de l'association de constructeurs concernée, quant au nombre de logements enregistrés depuis cinq (5) ans, ainsi qu'une lettre d'appui d'une institution financière démontrant un intérêt à financer le projet.



---

### 4. FICHE D'IMMEUBLE

#### 4.1 DESCRIPTION GÉNÉRALE DE L'IMMEUBLE

La Ville met, à la disposition des proposants, un terrain situé au sud du boulevard Maurice-Duplessis, de part et d'autre du boulevard Marc-Aurèle-Fortin, entre le prolongement des avenues Gilbert-Barbier et Fernand-Gauthier.

#### 4.2 FICHE TECHNIQUE

Dimensions du terrain :	Irrégulières,
Superficie :	Approximativement 198 741 mètres carrés
Lots :	1 058 976 et autres
Cadastre :	Du Québec
Mise à prix :	<p>La mise à prix pour cet emplacement est établi à : un million de dollars (1 000 000 \$) en valeur actuelle pour la Ville. Pour être recevable, chaque proposition doit contenir un dépôt de garantie au montant de cinquante mille dollars (50 000 \$).</p> <p>Le proposant a l'option d'acquérir la totalité de l'immeuble en bloc ou par parcelle selon les modalités à convenir dans le cadre de l'accord de développement à intervenir.</p>

#### 4.3 CADRE RÉGLEMENTAIRE

L'emplacement est régi par le Règlement d'urbanisme d'une partie de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles—Montréal-Est (Règlement 01-278 et ses amendements). Le proposant est invité à prendre connaissance de ce règlement avant le dépôt de sa proposition

#### 4.4 CONDITION DES SOLS

Une étude géotechnique et de caractérisation environnementale préparée par le Groupe S.M. est disponible pour fins de consultation au bureau de l'arrondissement, à titre consultatif seulement. Le proposant n'aura droit à aucune réclamation fondée sur les défauts ou l'inexactitude de ce document.



### 4.4 CONDITION DES SOLS - SUITE

Cette étude, réalisée le 22 mai 2002, avait pour but d'estimer les zones problématiques, de formuler des recommandations géotechniques concernant l'aptitude mécanique des sols à recevoir les constructions prévues, d'estimer les coûts induits par les mesures correctives préconisées et d'estimer l'état de la contamination du site et les coûts afférents à sa réhabilitation.

Les coûts relatifs à la réhabilitation des sols seront à la charge du proposant.

Le proposant pourra, s'il est retenu, avoir accès au site pour réaliser d'autres analyses environnementales du site.

### 4.5 PROGRAMME DE RÉHABILITATION DES TERRAINS CONTAMINÉS EN MILIEU URBAIN

Sous réserve de la disponibilité budgétaire et de la reconduction de ce programme, la Ville et le ministère de l'Environnement du Québec ont mis sur pied un programme d'aide financière qui prévoit que les promoteurs et propriétaires privés, qui doivent effectuer des travaux de réhabilitation d'un terrain contaminé, pourraient soumettre à la Ville une demande afin d'obtenir, du Ministère, le remboursement de 50 % des coûts admissibles. Il est à noter que le taux de remboursement est bonifié de 20 % pour les travaux admissibles, liés à l'utilisation de technologies éprouvées de traitement des sols contaminés, des matériaux mélangés à ces sols et de l'eau souterraine.

Pour plus d'informations sur ce programme, veuillez communiquer avec monsieur Éric Chartier, Division du laboratoire au [REDACTED]

### 4.6 SUBVENTIONS POUR LES ACCÉDANTS À LA PROPRIÉTÉ

Sous réserve de la disponibilité budgétaire et de la reconduction de ce programme, les acheteurs accédant à la propriété pourront se qualifier pour une aide dans le cadre du programme d'accession à la propriété financé conjointement par la Ville de Montréal et la Société d'habitation du Québec. Le programme a pour but d'aider les locataires à accéder à la propriété sur le territoire de la Ville et d'encourager indirectement les promoteurs à construire des propriétés à prix abordable en stimulant la demande pour ce type de propriété. Dans sa forme actuelle, le programme offre une aide financière de 6 500 \$ pour un requérant sans enfant, à condition que le prix d'achat ne dépasse pas 150 000 \$ (taxes incluses). Pour un requérant avec au moins un enfant de moins de 18 ans, le montant d'aide financière est de 6 500 \$, à condition que le prix d'achat ne dépasse pas 170 000 \$ (taxes incluses). Le lecteur pourra obtenir plus de renseignements sur le programme d'accession à la propriété de la Ville de Montréal en téléphonant au [REDACTED] ou à l'adresse internet suivante :

[http://www2.ville.montreal.qc.ca/habiter/fr/audience/programmes/pro\\_accs.html](http://www2.ville.montreal.qc.ca/habiter/fr/audience/programmes/pro_accs.html)



## - ANNEXE - PROFIL DU PROPOSANT



**VILLE DE MONTRÉAL**

**APPEL PUBLIC DE PROPOSITIONS # 104055328**

**pour la réalisation d'un projet immobilier résidentiel**

**Si le proposant est une compagnie :**

\_\_\_\_\_

(nom de la compagnie)

personne morale légalement constituée suivant la partie 1A de la *Loi sur les compagnies*, ayant son siège social au \_\_\_\_\_

agissant et représentée par \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à l'assemblée du \_\_\_\_\_

dont copie demeure annexée aux présentes.

**OU**

**Si le proposant est une société par actions :**

\_\_\_\_\_

(nom de la société)

personne morale légalement constituée suivant la *Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral*, ayant son siège social au \_\_\_\_\_

agissant et représentée par \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à l'assemblée du \_\_\_\_\_

dont copie demeure annexée aux présentes.

**OU**

**Pour tout autre type de proposant :**

\_\_\_\_\_

(nom)



# **- ANNEXE - PROFIL DU PROPOSANT**

Le proposant joindra, à son dossier, un document démontrant qu'il possède l'expertise et la capacité financière, pour réaliser un projet de l'envergure prévue dans les délais proposés. Ce document fera, notamment, état de la description des projets déjà réalisés (types d'immeubles, nombre d'unités construites, clientèles, stratégie de mise en marché et politiques de service après vente, lieux de construction, etc.) et il sera complété par la présentation de la liste des firmes d'architecture, d'urbanisme ou de génie-conseil qui participeront au projet de développement de l'emplacement.

De plus, il devra fournir une preuve d'accréditation à un plan de garantie de maisons neuves et une confirmation de l'association de constructeurs concernée, quant au nombre de logements enregistrés depuis cinq (5) ans ainsi qu'une lettre d'appui d'une institution financière démontrant un intérêt à financer le projet.

## **COMPÉTENCE**

### **COMPÉTENCES GÉNÉRALES :**

Description complète des expériences générales du proposant, de ses activités, des compagnies exploitées, etc.;

### **COMPÉTENCES PARTICULIÈRES :**

Description complète des expériences particulières d'exploitation relatives aux usages proposés. Toute information pertinente permettant au Comité de sélection d'évaluer votre capacité à mener un tel projet à terme.

Joindre une confirmation de l'association de constructeurs concernée quant au nombre de logements enregistrés depuis cinq (5) ans.

### **ÉQUIPE :**

Descriptions des équipiers, professionnels et entrepreneurs, de leurs associations professionnelles.

Pour l'entrepreneur, licence appropriée de la Régie du bâtiment du Québec.

## **SITUATION FINANCIÈRE**

- 1) Lettre d'appui d'une institution financière démontrant un intérêt à financer le projet;
- 2) Toute autre information que vous jugerez pertinente pour permettre au comité de sélection d'évaluer votre capacité à mener un tel projet.



**- ANNEXE -**  
**DOCUMENT DE PROPOSITION**



**VILLE DE MONTRÉAL**

**APPEL PUBLIC DE PROPOSITIONS # 104055328**

**pour la réalisation d'un projet immobilier résidentiel**

**Si le proposant est une compagnie :**

\_\_\_\_\_

(nom de la compagnie)

personne morale légalement constituée suivant la partie 1A de la *Loi sur les compagnies*, ayant son siège social au \_\_\_\_\_

agissant et représentée par \_\_\_\_\_ dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à l'assemblée du \_\_\_\_\_

dont copie demeure annexée aux présentes.

**OU**

**Si le proposant est une société par actions :**

\_\_\_\_\_

(nom de la société)

personne morale légalement constituée suivant la *Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral*, ayant son siège social au \_\_\_\_\_

agissant et représentée par \_\_\_\_\_ dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à l'assemblée du \_\_\_\_\_

dont copie demeure annexée aux présentes.

**OU**

**Pour tout autre type de proposant :**

\_\_\_\_\_

(nom)



## **- ANNEXE -**

### **DOCUMENT DE PROPOSITION**

---

Le proposant doit soumettre un document de proposition. Ce document doit être rédigé au traitement de texte. Il doit contenir la description des engagements que le proposant devra contracter à l'accord de développement. Outre les plans requis et le formulaire d'accord de principe, le document de proposition doit préciser la superficie d'implantation du bâtiment, le nombre de logements, le prix de vente des logements qu'il s'engage à livrer, et le montant total des investissements prévus (voir les fiches qui suivent). Le document doit aussi préciser le délai dans lequel le proposant entend débiter et terminer la construction du bâtiment.

Le document de proposition devra aussi préciser les éléments novateurs utilisés pour permettre l'atteinte des objectifs municipaux de qualité. Si de nouveaux produits, matériaux ou innovations sont utilisés pour atteindre ces objectifs, ils devront aussi être décrits. Si, pour rendre le projet plus abordable, des dérogations à certains aspects de la réglementation en vigueur sont suggérées, le texte devra le justifier.





**APPEL PUBLIC DE PROPOSITIONS # 104055328**  
pour la réalisation d'un projet immobilier résidentiel

**ENTRE :**

**Si le proposant est une compagnie :**

\_\_\_\_\_

(nom de la compagnie)  
personne morale légalement constituée suivant la partie 1A de la *Loi sur les compagnies*, ayant son siège social au \_\_\_\_\_

agissant et représentée par \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à l'assemblée du \_\_\_\_\_

dont copie demeure annexée aux présentes.

**OU**

**Si le proposant est une société par actions :**

○

\_\_\_\_\_

(nom de la société)  
personne morale légalement constituée suivant la *Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral*, ayant son siège social au \_\_\_\_\_

agissant et représentée par \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à l'assemblée du \_\_\_\_\_

dont copie demeure annexée aux présentes.

**OU**

**Pour tout autre type de proposant :**

\_\_\_\_\_

(nom)

Ci-après désigné « **LE PROPOSANT** »

Initiales : \_\_\_\_\_



## - ANNEXE - OPTION D'ACHAT

**ET : La VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1<sup>er</sup>) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (L.R.Q., c. C-11.4), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6**

Ci-après désignée « **LA VILLE** »

**ATTENDU** que la Ville est propriétaire d'un terrain situé au sud du boulevard Maurice-Duplessis, de part et d'autre du boulevard Marc-Aurèle-Fortin, entre le prolongement des avenues Gilbert-Barbier et Fernand-Gauthier, à Montréal, province de Québec, formé du lot 1 058 978 et autres lots du cadastre du Québec, possédant une superficie approximative de 198 741 mètres carrés,

Ci-après désigné « **l'Immeuble** »;

**ATTENDU** que la Ville a lancé un appel public de propositions afin de vendre l'Immeuble;

**ATTENDU** que le proposant a présenté une proposition visant à réaliser un projet résidentiel immobilier sur l'Immeuble;

**ATTENDU** que, dans l'éventualité où la proposition du proposant soit retenue par la Ville, cette proposition devra faire l'objet d'un accord de développement et celui-ci devra être approuvé par la Ville dans les huit (8) mois de l'avis de la Ville au proposant, l'avisant de la décision du conseil municipal de retenir sa proposition;

### **EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

1. La Ville s'engage à vendre, au proposant, l'Immeuble, par parcelle constituée d'un ou de plusieurs lots, et ce, pour la somme de \_\_\_\_\_ dollars (\_\_\_\_\_ \$), soit au taux unitaire de \_\_\_\_\_ \$ le pied carré.
  
- 2- Dans les cent vingt (120) jours de l'approbation de la proposition du proposant par le conseil municipal, le proposant retenu pourra faire effectuer, à ses frais et sous son entière responsabilité, une étude géotechnique et environnementale, l'étude environnementale devant être conforme à la politique du ministère de l'Environnement pour une utilisation aux fins de son projet.

Si les résultats d'une telle étude ne sont pas compatibles avec l'usage projeté, le proposant pourra, après avoir remis les lieux dans leur état original, retirer son option d'achat au plus tard dans les cinq (5) jours de l'expiration dudit délai de cent vingt (120) jours, l'avis de retrait devant être accompagné d'une copie conforme de l'étude, et ce, sans frais pour la Ville. Dans un tel cas, la Ville devra retourner la totalité du dépôt de garantie au proposant, dans les quinze (15) jours ouvrables de l'avis si cette étude révèle, effectivement, de l'avis de la Ville, une incompatibilité compromettant l'usage projeté.

Initiales : \_\_\_\_\_



## - ANNEXE - OPTION D'ACHAT

### 2- Suite

Que le proposant effectue ou non une étude de sol, il reconnaît que la vente sera faite sans garantie quant à l'état et à la qualité du sol, à ses seuls risques et périls.

Le proposant reconnaît qu'il ne pourra en aucune manière invoquer la responsabilité de la Ville pour quelque motif que ce soit, tels les opinions, rapports ou autres pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de la Ville.

- 3- Toute vente sera faite avec la garantie du droit de propriété seulement, soit aux risques et périls du proposant quant à l'état et la qualité du sol de l'Immeuble.
- 4- Le proposant s'engage à acheter la totalité de l'Immeuble selon la séquence prévue à l'accord de développement à intervenir avec la Ville.
- 5- Aux fins de toute acquisition, le proposant devra, à ses frais, faire identifier comme lot la parcelle de terrain qu'il désire acquérir, la Ville s'engageant à donner son entière collaboration à cet effet, notamment en signant, à titre de propriétaire, les plans requis pour ce faire, étant entendu que toute telle opération cadastrale devra respecter la réglementation municipale applicable en semblable matière, notamment la cession de terrain à des fins de parc prévue au Règlement sur les opérations cadastrales R.R.V.M. c.O-1.
- 6- Il sera stipulé, dans l'accord de développement et dans chaque acte de vente, une obligation de construire. Dans le cas où le proposant ne respecterait pas cette obligation de construire, la Ville pourra demander la résolution de la vente conformément aux dispositions des articles 1742 et suivants du Code civil du Québec et le proposant s'engage à signer alors tout document pertinent pour y donner effet.  
  
Dans ce cas, la Ville redeviendra propriétaire de l'Immeuble et les parties conviennent qu'elle aura le droit de garder les sommes qui lui auront été versées pour l'achat de cet immeuble ainsi que le droit de conserver les bâtiments, impenses, améliorations et additions faits sur l'Immeuble à titre de dommages liquidés, sans aucune indemnité pour le proposant et ses tiers.
- 7- Le proposant s'engage à réaliser le projet décrit à l'accord de développement à intervenir et dans chaque acte de vente, dans le délai y mentionné, notamment terminer la construction sur l'Immeuble des bâtiments prévus, et ce, en conformité avec les lois et règlements en vigueur. Pour les fins des présentes, le terme « terminer la construction » signifie la fin de la construction des fondations.
- 8- Pourvu que le proposant ne soit pas en défaut de remplir l'une quelconque des obligations découlant de l'accord de développement et de chaque acte de vente, que le solde du prix de vente de la portion de terrain correspondant à une unité de logement ait été entièrement payé, que les fondations de l'unité de logement à y être construit aient été coulées, la Ville accordera mainlevée et quittance de son hypothèque, de son hypothèque additionnelle ainsi que de son droit de résolution à l'égard de cette unité de logement. Le prix de vente d'une portion de terrain correspondant à une unité de logement sera calculé au prorata de la superficie de celle-ci par rapport à la superficie totale de l'Immeuble vendu.

Initiales : \_\_\_\_\_

---



## - ANNEXE - OPTION D'ACHAT

- 9- Les coûts relatifs aux infrastructures seront assumés par le proposant en conformité avec le règlement sur les ententes relatives à des travaux municipaux nécessaires à la réalisation de projets résidentiels, et ce, à la date de la demande.

La politique actuelle de financement des infrastructures municipales est jointe au présent cahier d'appels de propositions. Cette politique peut être modifiée par la Ville pendant la réalisation du projet.

- 10- Le proposant devra déposer, dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours de la décision du conseil municipal d'accepter sa proposition, auprès de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles—Montréal-Est, une demande pour une étude de préféabilité des coûts des infrastructures municipales.

Si les résultats d'une telle estimation compromettent la réalisation de son projet, le proposant pourra retirer son option d'achat au plus tard dans les quinze (15) jours de la réception de ladite estimation. Dans un tel cas, la Ville devra retourner la totalité du dépôt de garantie au proposant, dans les quinze (15) jours ouvrables de l'avis.

- 11- Le proposant devra déposer auprès de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles—Montréal-Est, dans un délai de soixante (60) jours de la signature de l'accord de développement, une demande de travaux d'infrastructures municipales dans le cadre d'un projet résidentiel.

- 12-- Le proposant pourra céder les droits qu'il détient dans la présente option à une toute autre compagnie ou personne désignée par elle, dans la mesure où elle demeure responsable solidairement et conjointement avec le nouveau cessionnaire.

Toutefois, l'option d'achat ci-dessus consentie est conditionnelle à la satisfaction des conditions suivantes :

- i) La transmission, par le proposant au directeur, dans les cent vingt (120) jours de la décision du conseil municipal d'approuver sa proposition, d'une lettre à l'effet qu'il se déclare satisfait de la qualité et de l'état du sol de l'Immeuble.
- ii) Le dépôt, par le proposant, dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la décision du conseil municipal d'approuver sa proposition, auprès de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles—Montréal-Est, et à sa satisfaction, des plans et documents requis pour l'étude de son projet de développement résidentiel devant permettre l'adoption d'un accord de développement à intervenir avec la Ville.

Initiales : \_\_\_\_\_

---



## **- ANNEXE - OPTION D'ACHAT**

- iii) L'approbation par les parties, dans les huit (8) mois de la décision du conseil municipal d'approuver la proposition du proposant, d'un accord de développement aux fins de la réalisation d'un projet résidentiel sur l'Immeuble. Cet accord définira sur l'ensemble des termes et conditions de la réalisation du projet de développement dont, notamment, l'aménagement du site, d'un talus le long de la voie ferrée et de la zone industrielle, l'emplacement des parcs, la typologie des résidences, la délimitation des parcelles, le profil des rues, les délais d'acquisition, le prix de vente, la séquence des ventes et les mainlevées.

Les parties reconnaissent qu'advenant le non-respect de l'une de ces conditions, la présente option d'achat devient nulle et non avenue, sans nécessiter d'avis et que, dans un tel cas, la Ville sera libre de disposer de l'Immeuble.

### **ACOMPTE**

La Ville reconnaît avoir reçu, du proposant, la somme de cinquante mille dollars (50 000 \$), dont quittance pour autant. Cette somme sera appliquée à titre d'acompte au prix d'achat .

Le proposant s'engage à verser, à la Ville, lors de la signature de l'accord de développement, une somme correspondant à 10 % du prix offert pour l'Immeuble, moins le dépôt de garantie de cinquante mille dollars (50 000 \$) versé avec sa proposition. Cette somme sera réduite du solde du prix de vente.

Le prix de vente d'une portion de terrain correspondant à une unité de logement sera calculé au prorata de la superficie de celle-ci par rapport à la superficie totale de l'Immeuble vendu.

Initiales : \_\_\_\_\_

---



## **- ANNEXE - OPTION D'ACHAT**

Le proposant a signé cette option d'achat après l'avoir lue et acceptée à Montréal, et ce, le \_\_\_\_\_<sup>e</sup> jour du mois de \_\_\_\_\_ 2005.

Le proposant : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
Signature

Tél. : \_\_\_\_\_

La Ville a signé cette option d'achat, après son approbation par son conseil municipal, résolution \_\_\_\_\_, à Montréal, et ce, le \_\_\_\_\_<sup>e</sup> jour du mois de \_\_\_\_\_ 2005

Ville de Montréal

par : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
Signature

G:\1048733\Pièces à produire\dossier décisionnel 1040553028\Appel de proposition Maurice-Duplessis-Version du 18aout05.docx